



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Insecurite-et-lobbying>

TÉMOIGNAGES

Insécurité et lobbying

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1021 - mai 2002 -

Date de mise en ligne : samedi 20 janvier 2007

Date de parution : mai 2002

Description :

La doyenne de nos lectrices commente ce qu'elle observe dans sa montagne.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La doyenne de nos lectrices commente ce qu'elle observe depuis son village de montagne :

Nous sommes le 13 mars 2002, j'ai entendu ce matin sur France Inter des paroles troublantes. Jacques Chirac prétend, pour expliquer la montée de la délinquance en France, qu'actuellement, nous sommes les seuls en Europe (qui se gausserait de nous...) à agir avec "angélisme" envers les malfrats et détruire ainsi notre sécurité.

Ce mot, angélisme, appliqué au gouvernement de la Gauche plurielle, est outrancier et perversément euphémiste. Mais on peut néanmoins poser des questions, par exemple : réussit-on mieux, ailleurs, avec des méthodes répressives plus musclées ? Les États-Unis où les peines infligées aux délinquants sont parfois impitoyables, les États-Unis qui maintiennent envers et contre tout la peine de mort, jouissent-ils actuellement de plus de sécurité que nous ?

Là encore l'expérience de mes 84 ans de vie est riche d'enseignements. Lorsque, adolescente, avec ma mère, nous traversions de part en part la ville de Grenoble, pour rentrer du théâtre à minuit, nous n'avions pas peur. Nous n'avons jamais été attaquées, ni même importunées, et nos nombreux amis non plus. Pourtant déjà, de nombreux Maghrébins, travaillant aux usines chimiques de Pont-de-Claix, habitaient la ville ou sa banlieue immédiate. Lorsque des pusillanimes s'étonnaient de ce qu'ils appelaient notre imprudence, la réponse qui venait sur toutes les lèvres était : « Nous ne sommes pas à Chicago ! »

Je m'adonne en ce moment à une étude sur la délinquance et sur les remèdes à y apporter. Parmi d'autres, j'arrive à cette observation qu'au moment où Grenoble (et d'autres villes) était sereine, l'argent sale - celui de la drogue, qui empoisonne les corps et les consciences - tenait beaucoup moins de place dans notre économie...

À cela, un seul remède vraiment efficace : arrêter son blanchiment, car si cet argent n'était pas blanchi par des gens apparemment très honorables (qui sont d'ailleurs souvent parmi les premiers à crier "au loup" afin de créer une psychose de peur aveugle), ce dangereux commerce clandestin cesserait de lui-même. Et je me réjouis de voir notre juge d'instruction norvégienne, Eva Joly, rejoindre son pays d'origine pour s'atteler à la détection et à la pénalisation des grands fléaux, surnois comme celui-ci, de notre XXIème siècle. Si elle réussit, la Paix du monde et notre sécurité y gagneront beaucoup.

Avec l'entrée dans l'Europe de plusieurs pays comptant encore de nombreux agriculteurs, une révision de la Politique Agricole Commune (PAC) va s'imposer. Mais il me semble qu'avant de prendre des décisions, la concertation des divers organismes de la profession s'impose. L'essentiel (80%) des aides à l'agriculture française sont actuellement attribuées aux zones céréalières les plus riches, et le comble est que les céréaliers reçoivent ces indemnités... pour "geler" (laisser en friche) leurs belles terres de plaine. Alors que nous, agriculteurs de zones défavorisées, voyons nos handicaps très modestement compensés par quelques primes, subordonnées, par de lourdes paperasseries, à des exigences qu'il est parfois difficile de satisfaire. Et dans notre région de montagne, déjà sinistrée par ailleurs par la fermeture simultanée des houillères du Dauphiné, des entreprises et des industries de La Mure, notre chef-lieu de canton, il est vital de soutenir tout ce qui peut conserver de l'activité, ce qui est le cas de l'agriculture.

Il faudrait donc que cela change...

Mais à la lecture d'un article paru en février dans Le Dauphiné libéré, je m'inquiète profondément : il décrit le rôle que s'apprête à jouer la FNSEA (Fédération Nationale des Exploitants Agricoles) auprès des pouvoirs publics. Ce syndicat d'agriculteurs est majoritaire, et dans son conseil d'administration, les riches céréaliers sont majoritaires. La PAC favorisant de façon scandaleuse ces derniers, la FNSEA ne s'élèvera pas contre elle. On a déjà vu son attitude à l'occasion du drame de la "vache folle" : la Confédération paysanne voulait que les fournisseurs de farines animales contaminées soient entendus, voire pénalisés s'ils le méritaient, mais la FNSEA, véritable féodalité dans l'État, loin de s'associer à cette requête pourtant justifiée, en a profité pour s'en prendre au ministre de l'agriculture : son président d'alors, Luc Guyau, a tenté de jeter le discrédit sur tout le gouvernement, pour la simple raison qu'il était à majorité socialiste. Au cours de la législature qui s'achève, j'ai été révoltée par les attaques directes de Luc Guyau, lançant à la télévision : « Glavany veut la guerre, nous allons la lui déclarer ». Sans parti pris, j'apprécie Jean Glavany, son intelligence, son socialisme dans son fondement moral. S'il n'a, souvent, récolté que le scepticisme des agriculteurs en difficulté, même des plus pauvres, c'est que ceux-ci n'ont pas eu une claire conscience des "murs" qui ont été dressés devant lui.

L'avenir des zones défavorisées en agriculture ne peut pas dépendre de la seule FNSEA. La Confédération paysanne et les commissions d'études des divers partis politiques doivent s'exprimer...

La campagne des législatives le permettra-telle ?